

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 28 janvier 2019

Tous ensemble, contre Macron et nos patrons !

Décidément rien ne marche pour faire rentrer les Gilets jaunes dans le rang. Après la série de petits meetings de Macron pour vendre son programme avec des airs de campagne électorale, ses partisans ont tenté une opération « Foulards rouges » en scandant des slogans en soutien à la police et pour le rétablissement de « l'ordre républicain ». Pas de quoi changer la donne. Entre-temps, Macron discutait vente d'armements en Égypte avec le dictateur Al Sissi. Tout un programme ! Reste le « grand débat » dans lequel Macron a entraîné des maires, des politiciens de gauche ou de droite comme Wauquiez, mais pas de Gilets jaunes, tenus à l'écart des réunions par les policiers et pas dupes de la manœuvre.

Les Gilets jaunes ne lâchent pas l'affaire

Le mouvement des Gilets jaunes tient le coup et s'est même ancré dans le paysage au rythme des manifestations du samedi, puisque le gouvernement n'a rien lâché sur les revendications. Alors qu'ils luttent contre la vie chère, les bas salaires et la galère quotidienne, Macron et Édouard Philippe se paient le ridicule de proposer comme issue potentielle du « débat » l'aménagement de la limitation à 80 km/h sur les routes départementales...

Mais les Gilets jaunes se battent pour leur avenir, pour vivre et ne plus survivre. Des dizaines de milliers de personnes sont déterminées à tenir face au gouvernement en manifestant le week-end. Sans compter la majorité de la population, selon les sondages, qui soutient la lutte des Gilets jaunes sans encore descendre dans la rue.

Pour tenter d'affaiblir le mouvement, le gouvernement cherche à faire peur en envoyant la police tirer au flash-ball sur les manifestants, avec les blessures graves qui s'ensuivent.

Mais malgré les manœuvres d'intimidation, la loi liberticide dite « anti-casseurs » de Castaner, le bras de fer contre Macron se poursuit.

Le week-end des 26 et 27 janvier, dans la petite ville de Commercy, dans la Meuse, des Gilets jaunes d'une centaine de villes se sont réunis en une « Assemblée des assemblées » pour un grand débat sur leurs propres revendications et leurs perspectives. L'initiative devrait avoir une suite. D'autant qu'elle se fait l'écho de l'appel à étendre la mobilisation aux entreprises dans la première semaine de février.

Préparons le 5 février dans les entreprises

Les syndicats CGT et Solidaires appellent à faire grève et à manifester le 5 février. Certains groupes de Gilets jaunes ont répondu à l'appel et ont eux aussi lancé le mot d'ordre de grève, et pourquoi pas, de grève illimitée. Après l'acte 12 de samedi prochain, il y aura donc un acte 12 bis, le mardi suivant.

Cette journée de grève est l'occasion de lancer la lutte des Gilets jaunes sur les lieux de travail.

Depuis le début, des travailleurs et certains militants syndicaux cherchent comment se joindre au mouvement, car ils se sentent solidaires de sa détermination et de ses revendications. De l'autre côté, ceux qui ont pris l'habitude d'aller sur les ronds-points ou de manifester le samedi pourraient enfile, en semaine, le gilet jaune avec leurs collègues.

Pour l'augmentation des salaires, mais aussi pour toutes les revendications du monde du travail. Passer à la grève dans les entreprises permettra d'accentuer la pression sur le patronat qui s'enrichit de notre travail.

Pour réussir ce 5 février et passer enfin à l'offensive, il faudra préparer cette mobilisation à la base. Les Gilets jaunes n'ont pas attendu de directives venues d'en haut pour se mettre en mouvement. Leur détermination a semé la panique au gouvernement. C'est le moment, avec eux, tous ensemble, de se faire sérieusement craindre du grand patronat.

Le compte n'y est pas

Dernièrement la direction nous a fait un beau numéro d'auto-congratulation. En mélangeant tous les types d'augmentations, celles qui concernent tout le monde (AG à taux plancher) et celles réservées à quelques happy few (AI au max) PSA prétend avoir eu une politique salariale supérieure à l'inflation depuis 5 ans. Quand on pense que les AG ont été bloquées pendant tout ce temps. On se pince pour y croire.

Mélanger les choux, les carottes et les navets ça nous fait une belle bouillabaisse où personne n'y retrouve ses petits. Mais il suffit de regarder sa fiche de paie pour constater que le compte n'y est pas pour la majorité d'entre nous et 2,3 % de 3000 € (cas le plus favorable pour les ETAM les plus anciens) ça ne fait que 69€...

Allô dirlo bobo

Mi-janvier quelques syndicats de l'usine PSA Saint-Ouen annonçaient qu'ils allaient signer les mesures spécifiques annoncées par la direction pour la fermeture du site, en raison des « retours majoritairement positifs » (sûrement ceux de la direction). Devant la réaction des ouvriers de l'usine qui ont massivement et vivement dénoncé ces mensonges, c'est le directeur du site qui a dû tenter de rattraper le coup en urgence sans y parvenir.

Pour soigner les maux par les mots, ils sont tous aussi mauvais.

Le feuilleton Carlos Ghosn continue

Plus l'enquête sur Carlos Ghosn avance, plus la pelote se déroule ! Médiapart a ainsi dévoilé que RNBV, le holding hollandais créé par Ghosn pour gérer l'Alliance Renault-Nissan, a servi à financer Alain Bauer, intermédiaire très connu entre les milieux d'affaires et la classe politique, et particulièrement Nicolas Sarkozy... qui après 2011 voulait se débarrasser de Ghosn ! Ces missions rémunérées 280 000 euros par an concernaient la « sécurité du groupe » et la mise en place d'un « dispositif éthique Groupe ». Visiblement, le dispositif est à revisiter.

The Vigilant

Carlos Ghosn doit avoir de quoi méditer sur l'amitié. À l'exception de la justice japonaise, tout le monde l'a lâché ! La palme de l'hypocrisie revient sans conteste au ministre de l'Économie Bruno Le Maire qui, après avoir loué sur tous les tons le patron de Renault et défendu pendant des semaines sa « présomption d'innocence », a fini par annoncer en personne la démission de Ghosn, puis annoncé qu'il ferait preuve d'une « grande vigilance » au sujet du plafonnement de ses indemnités de départ. Dom-

mage qu'il n'ait pas appliqué cette vigilance quand Ghosn fraudait le fisc français avec la complicité de tous les politiciens au parfum !

La force des travailleurs, c'est la grève

Jeudi dernier, 4000 salariés sur les 13 000 que compte l'usine Audi de Győr en Hongrie ont débrayé. Ils entament une grève reconductible d'une semaine pour obtenir 18 % d'augmentation tout de suite. La grève a encore pris de l'ampleur ce week-end où 300 salariés ont rejoint le mouvement. Avec sa politique de flux tendu, la direction d'Audi se retrouve sans moteur pour monter ses voitures en Allemagne.

Les salariés ont décidé d'utiliser leur arme, la grève, car sans eux les patrons ne peuvent rien produire. Audi qui appartient au groupe Volkswagen, est plein au as. Ils ont largement de quoi répondre aux exigences des ouvriers hongrois qui font partis des ouvriers les moins bien payés d'Europe.



Le Pen et Macron : unis contre les Gilets jaunes

Ce ne sont pas les quelques petits remous parmi les députés LREM qui empêcheront la loi « anti-casseurs » de Castaner, examinée cette semaine par l'Assemblée, d'être passée dans l'urgence. Alors que des milliers de personnes ont déjà été arrêtées, poursuivies, emprisonnées, blessées, lors de ce mouvement, le gouvernement veut décupler les fouilles, les interdictions de manifester, le fichage des manifestants. Marine Le Pen, qui se présente pourtant comme soutien fidèle à la mobilisation des Gilets jaunes, a immédiatement annoncé soutenir ce texte qui vise à intimider et réprimer toute opposition dans la rue. La preuve que l'extrême droite est l'ennemi des luttes sociales et des libertés... la preuve aussi que Macron n'est en aucun cas un « barrage à l'extrême droite ».